

La préservation du climat ne peut se faire en pillant les terres des familles paysannes et autochtones de pays du Sud, assure l'EPER, qui a enquêté sur un projet de compensation carbone en Sierra Leone

# CO<sub>2</sub> «compensé» sur le dos des paysans

CHRISTOPHE KOESSLER

**Sierra Leone** ► L'outil des crédits carbone, qui vise à permettre aux entreprises de compenser les émissions de CO<sub>2</sub> par des projets de reforestation notamment, n'a pas fini de faire couler de l'encre. Nombre de ces programmes, qui ont lieu pour la plupart dans des pays du Sud, sont contestés par des ONG parce qu'ils spolient souvent les terres de populations locales. Leur efficacité est aussi sérieusement remise en question (lire ci-dessous). *Le Courrier* y a consacré plusieurs articles, en particulier au Kenya et en Colombie (lire nos éditions des 17 avril 2023 et 4 décembre dernier).

Le thème revient aujourd'hui sur le devant de la scène après la publication le 3 mai dernier d'une étude de l'Entraide protestante suisse (EPER)<sup>1</sup>. L'ONG se penche sur un autre cas d'école en Sierra Leone, dans lequel une société de conseils genevoise, Ecoscurities, est impliquée. Un projet de reboisement d'au moins 25 000 hectares a été initié dans ce pays dans la région de Port Loko par la firme canadienne Carbon Done Right et l'entreprise locale Rewilding Company dans le but de vendre des crédits carbone pendant cinquante ans. Ce business «vert» devrait rapporter entre 300 et 450 millions de dollars aux deux sociétés.

## Consultations négligées

Problèmes: les populations locales n'ont pas été consultées dans les règles selon l'EPER et quatre ONG sierra-leonaises qui ont enquêté longuement sur place. Les habitant-es de ces quelque 60 villages alentours, qui vivent de l'agriculture, risqueraient de perdre le contrôle sur leurs terres et d'être privées de leurs moyens de subsistance. Les habitant-es des communautés affectées à Port Loko affirment qu'ils et elles n'ont pas donné leur accord. Beaucoup ignorent ce que sont les crédits-carbone et que leurs terres seront enfermées dans la forêt pendant des décennies, assure l'EPER dans son rapport. «Nombre de propriétaires ne savaient pas que Rewilding Company prévoyait une utilisation des terres pendant cinquante ans», ajoute l'ONG. Une durée de bail aussi longue serait inacceptable pour bien des personnes concernées. Or, «selon la législation foncière sierra-léonaise, en cas de bail à ferme, 60 % des



Dans un village du district de Port Loko, des villageois discutent du projet controversé de compensation des émissions de CO<sub>2</sub>. HEKSFOTO

membres de la famille qui possèdent les terres concernées doivent donner leur consentement».

La rémunération des paysans pour la «location» de leurs terres serait aussi plus que douteuse: «On ignore com-

ment les propriétaires des terres obtiendront les 10 % des bénéfices promis par Rewilding Company.» Si la firme prévoit des recettes annuelles de 360 dollars par hectare de terre, le fermage versé aux propriétaires s'éleverait lui

à 14 dollars seulement pour la même surface.

## Certifier sur quelles bases?

EPER met en question le rôle du cabinet de conseil genevois Ecoscurities,

mandaté par Rewilding Company pour effectuer une demande de certification afin d'obtenir les crédits carbone auprès de Verra, l'entreprise privée à but non lucratif responsable dans le domaine. L'ONG déplore qu'Ecoscurities affirme que le projet de Rewilding Company est fondé sur un «engagement constant auprès des communautés locales» et une «approche participative et inclusive», alors que l'EPER a constaté le contraire sur le terrain.

Contactée par *Le Courrier*, Ecoscurities ne souhaite pas faire de nouvelles déclarations mais nous transmet sa réponse à l'ONG suisse. Elle y informe que son travail repose essentiellement sur un travail «de bureau» basé sur les informations transmises par Rewilding Company, complété par une visite de terrain. Elle y réitère sa confiance dans son partenaire: «Dans les deux dernières années, notre expérience avec Rewilding a été très positive. C'est une entreprise très responsable et transparente qui veut toujours faire les choses correctement», écrit Ecoscurities. La société genevoise précise que le projet est encore en phase de validation auprès de l'entreprise Verra. L'EPER a fait part de ses doutes: «La question se pose de savoir si le projet est tout simplement certifiable.»

Le projet a toutefois déjà débuté sur le terrain, avec 1400 arbres plantés à ce jour, provenant de trois espèces seulement. Les ONG doutent de son efficacité pour stocker les quantités de CO<sub>2</sub> promises: «Certains des arbres récemment plantés pour la compensation carbone sont déjà morts. Qui plus est, les feux de brousse et de forêt sont très courants dans la région. On peut donc douter que les arbres survivent pendant cinquante ans», observe l'EPER. Malgré ces réserves et l'absence de certification, «Carbon Done Right a déjà vendu des droits pour des crédits carbone d'une valeur de 1,5 million de dollars à BP Carbon Trading Ltd., une filiale du groupe britannique BP».

<sup>1</sup> «Carbon done wrong», May 2024. [https://www.heks.ch/sites/default/files/documents/2024-05/HEKS\\_Silnorf\\_Port\\_Loko.pdf](https://www.heks.ch/sites/default/files/documents/2024-05/HEKS_Silnorf_Port_Loko.pdf)

## Les «crédits fantômes» du carbone

«Selon une nouvelle étude, les compensations carbone via des projets forestiers approuvées par le principal organisme de certification au monde [Verra] et utilisées par Disney, Shell, Easyjet, Gucci et d'autres grandes entreprises sont en grande partie sans valeur et pourraient aggraver le réchauffement de la planète», écrivait le 18 janvier 2023 le très sérieux quotidien britannique *The Guardian*<sup>1</sup>. L'analyse en question a été réalisée sur une période de neuf mois par *The Guardian*, l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* et SourceMaterial, un consortium international de journalisme d'investigation.

Leur conclusion est sans appel: «En nous basant sur un pourcentage significatif des projets approuvés par Verra, 90% de leurs crédits de compensation dans les forêts pluviales les plus utilisés par les entreprises sont très probablement des «crédits fantômes» et ne représentent pas d'authentiques réductions d'émissions de carbone», détaillent-ils. Les journalistes ont compilé trois études scientifiques et ont mené leurs propres en-

quêtes sur la base des informations fournies par Verra. Ils ont notamment utilisé des images satellite pour comparer la réalité aux prétentions de conservation de forêts ou de plantations.

Ces résultats viennent confirmer les doutes dont ont fait part de nombreuses ONG par le passé, dont l'EPER, qui considèrent que ces projets constituent une nouvelle forme de colonialisme et de *greenwashing*: «La compensation carbone n'est pas une solution. Elle nous détourne au contraire dangereusement de ce qui est nécessaire de toute urgence: réduire immédiatement les émissions de CO<sub>2</sub> au lieu de les compenser. C'est seulement ainsi que l'on peut lutter contre la crise climatique de manière juste et dans le respect des droits fonciers et humains», conclut l'Entraide protestante suisse.

CKR

<sup>1</sup> [www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aoe](https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aoe)

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

## Agenda de la solidarité

### LE DJIHADISME EN AFRIQUE

#### CONFÉRENCE

15 MAI

«Il est courant de rattacher la violence armée d'orientation religieuse en Afrique de l'Ouest au 'terrorisme islamique'. En réalité, les combattants qui s'en réclament s'inscrivent dans des logiques de terroir et dans une histoire régionale plurisécularisée», explique la Chaire Yves Oltramare, de l'Institut de hautes études internationales et du développement. Pour dégommer les préjugés, deux experts du sujet ont été invités à donner une conférence intitulée «Mieux comprendre le djihadisme en Afrique»: Ibrahim Poudiougou, de l'université norvégienne des Sciences de la vie, et Giovanni Zanoletti, du Conseil norvégien des réfugiés. Tous deux ont consacré leur thèse à la société malienne. Le 15 mai, à 18h30, à l'auditorium A2 de la Maison de la paix à Genève (chem. Eugène-Rigot 2). En partenariat avec le Geneva Africa Lab de l'Université de Genève.

### S'INSPIRER DES AUTOCHTONES

#### CONFÉRENCE

14 MAI

Une rencontre avec des délégués de peuples autochtones canadiens pour trouver une nouvelle inspiration face au défi climatique et aux conflits. C'est la proposition de l'association Traditions pour demain et du Club diplomatique de Genève, qui organisent la conférence «un nouvel équilibre pour demain» le 14 mai à Genève. «Les peuples autochtones à travers le monde portent un savoir ancestral et des traditions millénaires qui offrent des solutions tangibles pour l'avenir», assure l'association. Elle a invité Dominique Rankin, chef héréditaire et aîné des Premières nations du Canada, et Marie-Josée Tardif, aînée des Premières nations du Canada, à venir s'entretenir avec le public. A 18h30 au CICR (Av. de la Paix 19).

### DÉCOLONISER LES SAVOIRS

#### TABLE RONDE

24 MAI

Comment décoloniser les savoirs en recherche sociale? La Haute école de travail social de Genève s'est penchée sur ce vaste chantier lors d'un cycle de quatre conférences en 2023 et 2024. Pour nouer la gerbe, elle invite à une table-ronde finale. «Que disent les approches décoloniales de la place du savoir et de l'expertise scientifiques dans la société? Comment considérer les appels à impliquer les 'personnes concernées' sans que la pratique ne soit cosmétique, voir devienne un alibi», font partie des questions traitées. Avec notamment Patricia Purtschert, professeure à l'Institut interdisciplinaire en Etudes Genre de l'Université de Berne, et Nayansaku Mufwankolo, maître d'enseignement en Cultural Studies et Critical Theory et délégué à l'inclusivité à la HEAD (HES-SO Genève). A 17h30, rue Prévost Martin 28, salle C002.

### FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

#### SOIRÉE

28 MAI

Les projets de développement dans les pays du Sud intègrent de plus en plus des solutions au changement climatique. La Fédération genevoise de coopération organise une soirée sur ce thème en partenariat avec la Ville de Genève et la Haute Ecole du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (hepia). Une table ronde réunira à 19h de nombreux intervenants, dont Thomas Stocker, professeur en climat et physique de l'environnement de l'université de Berne, et Prosper Niyonsaba, responsable de la sécurité alimentaire, de l'ONG Food for the Hungry Burundi. A 17h, un forum des ONG aura lieu, suivi d'une verrière après 20h30. Animations et réseautage seront aussi au menu. Le tout à l'aula de l'hepia (rue de la Prairie, 4). CKR <https://www.fgc.ch/agenda/projets-de-developpement-des-solutions-face-lurgence-climatique> Le Congrès est déjà complet mais on peut s'inscrire sur une liste d'attente: [htzwo.ch/fr/congres-zwo/](http://htzwo.ch/fr/congres-zwo/).